

ARRÊTÉ N° 2024_396

RELATIF AU PRIX DE JOURNÉE 2024 DU SERVICE D'ACCUEIL DE MINEURS NON ACCOMPAGNÉS (MNA) GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION AURORE SISE 14 RUE DE LA BEAUNE, 93100 MONTREUIL-SOUS-BOIS

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1, L. 313-1-1, L. 313-3 à L. 313-8, L. 314-1, L. 314-6 à L. 314-8, relatifs à l'autorisation, la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312.1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant ;

Vu la loi n° 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2019-141 du 1^{er} avril 2019 autorisant la création d'un établissement dédié à l'accueil de mineurs non accompagnés (MNA) géré par l'association Aurore sise 14 rue de la Beaune, 93100 Montreuil ;

Vu la convention du 20 décembre 2019 relative au service d'accueil de MNA phase I géré par l'association Aurore ;

Vu la convention du 20 décembre 2019 relative au service d'accueil MNA phase II et géré par l'association Aurore ;

Vu le prix de journée identique aux deux services ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2021-271 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2024 transmises par l'association Aurore ;

Vu la décision budgétaire pour l'exercice 2024 transmise le 18 septembre 2024 ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - Pour l'exercice 2024, les dépenses et recettes prévisionnelles du service d'accueil de mineurs non accompagnés géré par l'association Aurore sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en €	Total en €
DÉPENSES	GROUPE I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	932 666,87	4 709 174,48
	GROUPE II : Dépenses afférentes au personnel	2 482 810,83	
	GROUPE III : Dépenses afférentes à la structure	1 293 696,78	
RECETTES	GROUPE I : Produits de la tarification	4 416 977,61	4 439 657,61
	GROUPE II : Autres produits relatifs à l'exploitation	22 680,00	
	GROUPE III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

ARTICLE 2. - Les tarifs précisés à l'article 3 prennent en compte les données suivantes :

- Reprise de résultat : compte 11510 pour un montant de 200 000,00 €.
- Charges rejetées : compte 11591 pour un montant de -69 516,87 €.

ARTICLE 3. - Pour l'exercice budgétaire 2024, le prix de journée du service d'accueil de mineurs non accompagnés géré par l'association Aurore, sise 14 rue de la Beaune à Montreuil et dont le n° SIRET est le 775 684 970 02380, est fixé 72,18 €.

Le prix de journée moyen applicable à date du **1^{er} septembre 2024 est fixé à 66,36 €.**

En application du IV bis de l'article L. 314-7 du Code de l'action sociale et des familles, il est calculé en prenant en compte les produits prévisionnels facturés sur la base de l'exercice précédent entre le 1^{er} janvier et la date d'effet du présent arrêté.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2025 et dans l'attente d'une nouvelle décision, **le tarif applicable à compter du 1^{er} janvier 2025 est de 72,18 €.**

ARTICLE 4. - Le prix de journée globalisé est versé selon les modalités suivantes pour l'exercice en cours :

– versement de dotations mensuelles calculées en fonction de l'activité autorisée pour l'année N

– régularisées en deux fois :

(1) en année N en prenant en compte l'activité constatée des premiers mois de l'année N,

(2) en année N+1 en prenant en compte l'activité constatée des derniers mois de l'année N. »

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2025 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le douzième mensuel à compter du **1^{er} janvier 2025 est de 368 081,47 €** (produits de la tarification/12).

ARTICLE 5. - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Île-de-France sis : TITSS Conseil d'Etat 1 place du Palais Royal, 75100 Paris Cedex 01, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6. - Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

ARTICLE 7. - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le